



la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

A bas Daladier ! A bas les 45 heures !

De Thorez à Marin ils ont voté la confiance au programme de misère, de dictature et de guerre

**Elargissement de la grève des Métallos en grève générale !
Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats ! Milices ouvrières armées !**



De Thorez à Marin, l'unanimité vient de se faire entre tous les parlementaires de tous les partis, massive et absolue, pour accorder confiance au programme de misère, de dictature et de guerre qu'apportait Daladier.

Socialistes et stalinien, unis dans la même complicité, après avoir pendant les trois années qu'exista le soi-disant Front populaire, regonflé à bloc ce parti radical sur lequel le fascisme s'appuie et par lequel il entend trouver une base de masses, viennent se prosterner devant lui et son président Daladier, chef de gouvernement.

Pendant que, dans les usines en grève s'exerce l'arbitrage de Jacomet, bras droit de Daladier ; que, dans les hôpitaux de Tunis, achèvent d'agoniser les travailleurs indigènes que le plomb français a frappés dans la rue.

Et que, dans Paris, s'opère une considérable concentration de troupes et de forces policières.

**A BAS « L'ETAT FORT » BOURGEOIS !
POUR LE POUVOIR OUVRIER
ET PAYSAN !**

La bourgeoisie réalise son plan de transformation du pouvoir d'Etat, afin d'éliminer la résistance des travailleurs : amoindrissement des droits des institutions démocratiques élues (parlement et communes), et même suppression complète de celles-ci, car la pression prolétarienne s'y fait sentir, même d'une façon déformée.

La bourgeoisie veut concentrer le pouvoir exécutif entre les mains de quelques hommes imposant leurs décisions au moyen d'un appareil administratif, militaire et policier, brutal, incontrôlé et coûteux.

Ce plan bourgeois d'Etat fort, dirigé contre les exploités, doit être impitoyablement battu en brèche par les masses travailleuses. Ce sont les masses laborieuses seules qui, prenant leur sort dans leurs propres mains, peuvent dans un puissant élan révolutionnaire, avec une énergie farouche, et une volonté de fer, créer le pouvoir fort nécessaire pour sauver la Société de l'oligarchie capitaliste, qui la pourrit et la conduit à la ruine.

Il s'agit de remplacer l'ETAT CAPITALISTE, fonctionnant au profit des grands possédants, par l'ETAT PROLETARIEN, ouvrier et paysan. Il s'agit d'imposer dans ce pays la domination du peuple travailleur. A tous nous déclarons qu'il ne peut s'agir là d'une « modification » secondaire, mais qu'il s'agit du remplacement de la domination de la classe bourgeoise, petite minorité, par la direction et le pouvoir de l'immense majorité des travailleurs.

(Extrait de notre programme d'action.)

Toutes les considérations — à vrai dire filandreuses et embarrassées — de Bracke et de Darnar, dans leurs feuilles respectives, ne changeront rien à ce fait.

**

Programme de misère, de dictature et de guerre, avons-nous dit.

Comment qualifier autrement les dispositions qui prévoient, au sein même du gouvernement constitué selon les normes habituelles, cette super-direction de six hommes : Daladier, Chautemps, Bonnet, Marchandea, Sarraut et Reynaud, qui introduisent en fait dans l'appareil gouvernemental le germe du Comité de Salut public exigé par le grand patronat contre les travailleurs de la ville et des champs ?

Socialistes et stalinien ont fait confiance à ce programme immédiat qui comporte l'évacuation coûte que coûte des usines occupées, l'abandon des 40 heures, une rationalisation poussée à l'extrême pour produire toujours davantage le matériel de destruction et de mort.

Ils ont fait confiance — et tenté d'engager dans cette confiance les multitudes ouvrières et paysannes — au programme qui exprime les volontés de la bourgeoisie et défend ses intérêts de classe. Il est vrai que ce programme, Daladier l'avait reçu des mains de Blum, son prédécesseur !

Les députés ont voté massivement. Massivement, les travailleurs répondront : A bas Daladier !

Les travailleurs de la ville et des champs n'accepteront pas ce « laissez-passer » que socialistes et stalinien viennent de délivrer au chargé de pouvoirs du patronat français.

Attendre les séances ultérieures de la Chambre pour déterminer son attitude que l'imprécision de la déclaration ministérielle ne permet pas de fixer (thèse Populaire) ou affirmer — thèse stalinienne — que le Front populaire reste uni et que se réalise le Front des Français, c'est, à proprement parler, trahir les protos en lutte.

Mais, au fait, pourquoi l'Humanité n'a-t-elle publié aucun communiqué sur l'entrevue qui eut lieu entre Daladier, Duclos et Gitton ?

Paris-Midi apporte à ce sujet deux formules significatives.

Nous sommes sur la bonne voie, dit le journal officieux, la gauche apporte les 45 heures et la droite souscrit à l'emprunt ! Il ajoute : Les communistes ont fait vo-

ter pour Daladier à la Chambre, et fait pression sur les syndicats pour obtenir la fin des grèves et l'acceptation de l'arbitrage. La manière forte annoncée par Daladier et la tactique communiste de s'intégrer à une majorité « nationale » expliqueraient cette attitude.

Mais les travailleurs en lutte doivent rejeter ces honteux marchandages à la face des traîtres.

**

Dans les circonstances présentes, balayer Daladier et écarter du pouvoir les radicaux, parti de la bourgeoisie, est la mesure de salut public qui s'impose.

Cette mesure nécessaire est une des phases de la lutte prolétarienne contre le fascisme, dont la menace monte derrière le « gouvernement fort » qui s'instaure.

L'élargissement de la grève des métallos en grève générale, la constitution de Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, ainsi que des milices ouvrières armées en sont la condition.

Les Métallos trahis

La trahison se consomme. Les 45 heures dans l'aviation. Le reste de la métallurgie va se trouver bientôt devant une sentence aussi infâme que celle de l'aviation. Les chefs stalinien et syndicaux sont les pionniers de la trahison. A « La Lorraine » ils font chasser les ouvriers qui résistent.

Métallos révolutionnaires, rassemblez-vous pour continuer le combat.

(Par téléphone)

La réunion des ouvriers de chez Lioré-Ollivier à Argenteuil vient de repousser, à l'unanimité, moins une cinquantaine de voix, l'arbitrage Jacomet.

Les ouvriers de chez Lioré s'opposent à toute dérogation aux 40 heures et ont décidé de continuer la grève par solidarité avec toute la métallurgie et jusqu'à la victoire de tous les métallos.

Le Comité de grève a décidé de prendre liaisons avec les comités de grève des autres boîtes. En premier lieu, avec les travailleurs de la Lorraine, à Argenteuil.

A la Lorraine, ce matin, après une réunion, le travail a repris à 9 heures. (C'est sous la pression des stalinien que cette décision a été prise. Une minorité s'est prononcée contre une telle capitulation. Les dirigeants stalinien ont fait voter de l'usine comme provocateurs des ouvriers qui étaient contre la rentrée aux conditions de l'arbitrage Jacomet.

Indignés, les travailleurs de chez Lioré envoient une délégation à la Lorraine.

Un demi-siècle de corruption

Le parti radical prétend être et a été réellement l'expression politique de la petite bourgeoisie, des classes moyennes dont le programme, énoncé par Gambetta à Belleville, en 1869, s'opposait au programme des gros propriétaires fonciers et de la haute bourgeoisie.

Les radicaux aimaient, et feignent encore d'aimer, à se déclarer les fils de la révolution française de 1789 et les descendants directs des Jacobins... Ils se sont réclamés de Gambetta et de Ledru-Rollin et, d'une façon générale, de La Montagne de 1848.

Ainsi que l'a démontré Marx dans son « 18 Brumaire de Louis Bonaparte », la Montagne de 1848, représentation parlementaire de la petite-bourgeoisie, n'était qu'une parodie de la Montagne de 1793.

On peut dire que le parti radical, à son tour, n'est lui-même qu'une parodie de la Montagne de 1848, dont il emprunte le langage. Politiquement, un Daladier, un Herriot sont les produits d'une longue succession de dégénérescences.

Conservant partiellement sa phraséologie démocratique qu'il adapte au gré du jour et des circonstances, le parti radical est partie intégrante du grand capital et de l'impérialisme français.

Son aile droite marque un glissement qui va s'accroissant vers le fascisme ouvert, et y entraîne la masse entière du parti, ainsi que les milliers de « Français moyens » (Herriot disait) qui, électeurs, contribuables, cocardiens, et chauvins, croient pouvoir concilier le respect de l'ordre établi et l'aspiration sentimentale à un vague socialisme sans principes. Le rôle historique du parti radical est, pour l'heure présente, de fournir au fascisme la base de masse grâce à laquelle la réaction acquiert la virulence et devient fascisme.

Ni réaction, ni révolution ! telle était la formule radicale dont on peut prouver par les faits qu'elle signifie : Répression anti-ouvrière, fascisme.

Le parti radical et radical-socialistes est issu du Congrès tenu à Paris en 1901.

RADICALISME DE COFFRES-FORTS

Un vieux radical d'avant-guerre, Camille Pelletan, inventa le fameux slogan des « 200 familles qui gouvernent la France », repris depuis 1936 par Thorez et Bergery.

Le parti radical est cependant complètement intégré au capital financier.

Parmi les anciens et les actuels parlementaires radicaux qui font figure de chefs dans le parti radical, on peut relever au hasard quelques noms :

Lederlin, sénateur radical de la Corse, a figuré simultanément dans le Conseil d'administration de 62 sociétés, et siégeait à ce titre avec les représentants du Comité des Forges, de l'Union des Mines, les magnats du textile, de la soie, les barons de la Finance.

Caillaux est, ou fut, administrateur du Crédit Foncier Argentin, du Crédit Foncier Egyptien et conseiller technique de la Banque privée franco-belge.

Gourdeau, qui fut député de la Sarthe et vota toujours avec les radicaux, était en réalité l'homme de Caillaux..., et était administrateur de 18 sociétés.

Lautier, pour son compte, en contrôlait 24 !

Et tous les grands scandales qui fermentent dans les milieux pourris du capitalisme et de la politique jettent périodiquement en pâture à l'opinion publique quelques radicaux trop ouvertement compromis : Suez, Panama, Rochette, le milliard des Congrégations, les régions libérées, Oustric, Stavisky illustrent ce qui précède.

LA MAFFIA RADICALE...

Si le parti radical s'enorgueillit d'avoir été le champion de la démocratie en France, en oubliant de mentionner tout son passé de répressions antiouvrières, de rapines coloniales, de scandales et de prébendes, c'est, d'une part, pour tenter de conserver son emprise sur les masses petites bourgeoises, c'est aussi, d'autre part, pour rendre le meilleur service au grand capital en préparant de façon chaque jour moins dissimulée le terrain de développement de la réaction fasciste.

Les liens entre les radicaux et les fascistes

Il existe des liens nombreux — leur nombre même indique qu'ils ne sont pas accidentels — entre le parti radical et les organisations fascistes. En voici relevés de manière non systématique.

Nous écartons les radicaux considérés comme appartenant à la droite du parti radical, tels Caillaux ou Meyer. Cependant, qui peut penser que c'est par oubli que le parti radical conserve un Malvy dont les liens avec le fasciste Chiappe sont aussi solides que ceux qu'il a avec le fasciste Peyrouton qui a développé considérablement le fascisme au Maroc.

Mais il y a des liens beaucoup plus sérieux encore.

Avec la Rocque

On a beaucoup parlé pendant quelques semaines des enveloppes que La Rocque venait toucher à l'Intérieur. C'est Tardieu qui mangera le morceau. Mais ce qui apparut au cours des révélations et des accusations réciproques que se lancèrent les différents aspirants chefs fascistes en France, c'est que La Rocque — plus exactement le mouvement Croix-de-Feu — fut subventionné non seulement par Tardieu et Laval, mais aussi par les ministres de l'Intérieur radicaux Sarraut et Marchandeu. Qu'on ne vienne pas dire : ça prouve seulement la vénalité de Casimir. Non, ça prouve davantage. Pour être informé sur le mouvement Croix-de-Feu, le ministère de l'Intérieur pourrait avoir des agents dans ce mouvement comme il doit en posséder ailleurs. Si les ministres radicaux ont subventionné La Rocque, c'est pour faire grandir le mouvement qu'il dirigeait.

Les liens avec La Rocque ont été montrés il y a quelques mois sur un fait qui entraîna d'ailleurs les « révélations » de Tardieu : la vente du « Petit Journal » à La Rocque. Qui vendit cet organe ? Le multimillionnaire Patenôtre, aujourd'hui ministre à l'Economie nationale, qui céda « Le Petit Journal » où il défendait la politique du Front populaire, prétendit ignorer qui en était l'acquéreur. La plaisanterie est un peu grossière.

Avec Doriot et avec le C.S.A.R.

Nous n'entendons pas prétendre que le parti radical est une organisation homogène, jusque dans sa direction qui, unanimement, aurait manigancé cette combinaison avec La Rocque. Le

Voyant depuis quelques temps dans la boîte un groupe rassemblant les mécontents de la C.G.T. et les adversaires du mouvement de grève, je me suis rendu, pour m'informer, à une réunion convoquée dans « la Liberté » de tous les participants des comités indépendants de la région parisienne, au Palais de la Mutualité, le mardi 12, à 20 h. 30.

Quatre-vingts présents, tel fut le nombre de tous ces participants. Réunion sans chaleur, véritable assemblée de jaunes haineux et froussards.

Un nommé Marcel Ouette, travaillant chez S.I.M.C.A., présidait l'assemblée et dirigeait les débats assez ternes. Il procédait tout d'abord à la formation de la future direction de l'Union des Comités indépendants. Des noms fusaient : Chassier, Lebreton, Javot, etc..., 28 membres étaient élus se répartissant ainsi : 9 C.G.T., 5 S.P.F., 5 Chrétiens, 4 Confédération Française du Travail Unique (?), 5 inorganisés.

L'actif président brandissait alors triomphalement une liste dressée « spontanément » parmi des membres de base des tendances syndicales les plus opposées, réalisant l'unité de la base contre toutes les directions syndicales ou politiques, dans des comités d'ouvriers d'entreprises.

Renault, Gnome et Rhône, Les Primistères Parisiens, Damoy, Simca, Saint-Chamond, Peugeot, avaient trouvé chacun un ou deux délégués à caser dans cette affaire. Une telle unité m'intriguait un peu et j'attendais avec impatience la suite de la discussion pour savoir ce que ces 9 cégétistes avaient trouvé à défendre dans cette union de comités qui semblaient si « indépendants ».

parti radical est un syndicat d'intérêts, une mafia, où chacun dispose d'une certaine liberté. Pendant que les uns fricotaient avec La Rocque, d'autres ont des accointances avec Doriot, par exemple le directeur de « La République », Roche, qui a pour collaborateur principal, le journaliste doriotiste Dominique.

Il y a certainement des liens très étroits qui seront révélés à l'avenir. Par exemple, c'est incidemment que, voici deux jours, dans son interrogatoire devant le juge d'instruction, le chef ca-gouillard Deloncle indiqua — en passant — que l'Etat-major et Daladier, son chef suprême, étaient au courant des organisations secrètes impliquées dans l'affaire dite du C.S.A.R.

Quand connaissons-nous ce que vise exactement « l'Œuvre », ce que sont ses liaisons avec Guimier, qui est du « Journal » et qui fut de l'agence Havas ?

Ceux qui paient les radicaux

S'étonner de ces quelques exemples indicateurs de tout un système serait puéril. Car ne trouve-t-on pas comme bailleurs de fonds du parti radical des groupements qui subventionnent simultanément les organisations fascistes ?

Au premier rang vient la fameuse « Banque de Paris et des Pays-Bas » qui paye, certes, les élections cartellistes de 1924 et 1932, ainsi que les élections Front populaire de 1936, mais qui subventionna également le coup de force du 6 février 1938.

Il y a un mot d'ordre qui fera frémir les dirigeants du parti radical, c'est celui de la nationalisation des assurances. Et pour cause ! Les Assurances entretiennent tout aussi bien le parti radical (l'affaire Stavisky l'a montré sans conteste) que des groupements fascistes.

Enfin, ne venons-nous pas de voir que c'est chez un patron radical, chez Peugeot, que la maîtrise fasciste, les services administratifs et commerciaux fascistes ont effectué pour la première fois, une grève contre les grèves ouvrières ?

De la démocratie à l'auloritarisme

Il est également très facile de constater comment, dès que se manifeste avec plus d'acuité la crise de la démocratie, chez les radicaux et chez ceux qui gravitent politiquement autour d'eux, prennent naissance les aspirations réactionnaires nourrissant le fascisme.

Jusqu'à présent, ce phénomène a été plus marqué pour les hommes ou les organisations satellites du parti radical ; c'est uniquement parce



Un métallo à la
comités indépendants

Voici ce qu'au travers des pauvres explications fournies, l'orientation qui se dégage :

1° Il existe trois sortes de Comités indépendants :

a) celui qui se constitue avant la grève et a une action préventive contre toute grève ;

b) celui qui se constitue pendant la grève, organise la répression contre les agitateurs, tend à imposer le referendum dans l'usine contre la grève, et utilise toutes les possibilités de reprise du travail ;

c) celui qui survit à la grève et continue son action répressive contre les « meneurs » ou « agitateurs ».

2° Comme certains, particulièrement les responsables des syndicats chrétiens comprenaient mal la nécessité de ce nouvel organisme au-dessus des syndicats comme les leurs travaillant déjà très bien à briser l'action ouvrière, on leur cita quelques exemples des résultats obtenus et des méthodes employées dans plusieurs boîtes pour torpiller les grèves.

Peugeot. — « ... une majorité d'ouvriers se prononce contre la grève, mais l'atelier de carrosserie, plus combattif, décide l'occupation quand même de ceu atelier ; nous cédon momentané-ment, 400 ouvriers sortent de l'usine et demain nous formons nos « piquets de travail » pour organiser la rentrée massive dans les autres ateliers et le vidage des grévistes... »

Primistères Parisiens. — « ... Il y avait dans cette boîte 41 agitateurs, 153 ouvriers qui voulaient travailler ; nous avons organisé une des-

... NOURRICIÈRE DU FASCISME

que, pour le parti radical — comme nous le verrons plus loin — l'opération doit aboutir non pas à des velléités fascistes mais à la formation d'une puissante base de masse fasciste.

A titre d'exemple, rappelons le fameux « complot de l'Acacia » qui précéda la crise de février 1934, où se retrouvèrent les Frot, l'ex-aile radicalisante du parti socialiste, les Marquet, Déat, Montagnon, avec les Marion et autres gredins fascistes.

On aurait tout à fait tort de négliger les récents articles de Belin, dans « Syndicats » où la dénonciation de la démocratie est faite en des termes qui annoncent bien plutôt un prochain Führer d'un « Front du travail » qu'un marxiste révolutionnaire.

Il y a aussi les fameux « jeunes radicaux » avec Sableau, vice-président du parti radical, dont l'idéologie est plus que teintée de fascisme.

A tous ces exemples, nous croyons utile d'ajouter celui d'un homme qui a rompu « sur la gauche » avec le parti radical, nous voulons parler du sieur Cudenet, stipendié du Guépéou. Ce qui le relie aux staliniens, toute cette question d'espèces sonnantes et trébuchantes, c'est le même mépris de la démocratie et le même goût du système de commandement hiérarchisé.

L'idéologie jacobine et sa caricature bonapartiste

Le parti radical se prétend le parti des classes moyennes ; ce mensonge est aujourd'hui répandu également par le parti staliniste. En réalité, ce parti n'était qu'une organisation du grand capital exploitant le filon démocratique. Pendant 50 ans, la stabilité du régime démocratique et celle du parti radical ne firent qu'un en France. Mais les maquignons de la rue de Valois savent que la démocratie est exsangue et ils tiennent à garder tous les profits, les places, les fromages.

Il faut un gouvernement autoritaire. Qu'à cela ne tienne, ils puisent dans le passé, se proclament les descendants des Jacobins et, sur l'autorité de ceux-ci, cherchent à faire vivre un régime où la police et l'armée sont les maîtres. La ficaille agira avec brutalité, au nom de la tradition glorieuse ! L'Etat-major ordonnera, et cela donne la filiation réelle : celle du bonapartisme, des soudards bottés et galonnés régnant dans un régime qui rejoint celui de l'état de siège.

Mais Daladier et Herriot n'ont plus devant eux ni les victoires militaires du Premier Consul ni la durée de Napoléon-le-Petit. Leur « bonapar-

la réunion des mandants fascistes



cente et nous les avons rossés ».

Damoy. — « ... Au début de la grève, nous avons formé un petit comité, 1 S.P.F., 1 Croix-de-Feu, 1 du syndicat chrétien, 1 du P.P.F. Nous avons organisé un référendum sur quelques questions précises comme l'évacuation et la reprise du travail et nous avons obtenu 402 « oui ». Nous avons organisé des souscriptions pour soutenir les 236 qui n'ont jamais occupé, et ne peuvent travailler. Nous n'avons pas encore de résultat définitif mais nous ne désespérons pas d'en obtenir... »

Rateau. — « ... 900 ouvriers ; nous avons obtenu que 276 votent sur le principe de la grève et 270 ont été contre la grève ; 300 seulement occupent, 300 sont avec nous, 300 restent indifférents et ne se montrent pas... »

Quel intérêt les ouvriers de toutes ces boîtes peuvent-ils avoir à défendre avec une telle opiniâtreté la reprise du travail sans aucune condition ? Mais les dirigeants de ces nouveaux Comités paraissent s'en soucier fort peu. Après une discussion savoureuse entre les dirigeants du syndicat chrétien qui pensent qu'il faut briser les grèves en utilisant les lois et organiser un Cartel des syndicats de droite, et les doriotistes, Croix-de-Feu et autres qui préfèrent l'action directe contre les « meneurs » et la propagande fasciste intense à l'intérieur de l'usine, les conclusions suivantes sont adoptées :

La nouvelle direction élue sera convoquée rapidement, pourra trouver sa permanence au 42, rue d'Amsterdam, chez Tenaille, le nommé Marcel Ouette s'occupant activement des liaisons et du travail courant.

Elle aura pour but :

tisme » sera aussi faible et bref que celui des gouvernements « forts » d'un Brüning en Allemagne. Et de même que c'est un membre du parti de Brüning, Von Papen, qui ouvrit la porte du pouvoir à Hitler, c'est dans le parti radical qu'on trouvera les introducteurs directs du fascisme. Le ministre Daladier va donner l'exemple d'un développement à cadence rapide du fascisme qui ne se généraliserait d'ailleurs pas, s'il triomphait, à corriger sérieusement un certain nombre de leaders radicaux dont le jacobinisme s'effondrerait comme le précédent ministre Daladier, le 7 février 1934.

Le communisme contre les radicaux

Déformant l'histoire sans vergogne, le stalinisme appelle au maintien du Front populaire, c'est-à-dire de l'alliance avec les radicaux, « pour ne pas faire comme en 1848 ».

A cette époque venait de paraître un document que le prolétariat a traduit dans toutes les langues, exprimant d'une façon condensée et puissante, le programme du communisme. Et, dès les premières lignes du « Manifeste Communiste », Marx et Engels, énumérant ceux que hantait le spectre du communisme, y désignaient : RADICAUX DE FRANCE ET POLICIERS D'ALLEMAGNE.

Les radicaux de 1938 ont la même hantise du communisme que ceux de 1848. Ce n'est pas avec eux que les travailleurs mettront un terme à leur exploitation et à leur misère, c'est par la lutte révolutionnaire, c'est en balayant la mafia radicale que les prolétaires briseront leurs chaînes.

Le P.C. de Palestine passe à la IV^e Internationale

Le Parti Communiste de Palestine, qui mène courageusement une existence illégale, vient d'abandonner la III^e Internationale et passe sur les positions de la IV^e Internationale.

Nous traiterons cet événement important dans notre prochain numéro.

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an 30 fr.

6 mois 15 fr.

3 mois 8 fr.

Compte Chèque postal :

BRAUSCH 1773-0. Paris

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : A. BASTIDE.

a) Former dans toutes les usines de nouveaux comités indépendants rassemblant tous les inorganisés, tous ceux qui peuvent éventuellement quitter la C.G.T. et les membres des organisations syndicales aux ordres du patronat.

b) En cas de grève, faire pression sur les pouvoirs publics pour que la Présidence du Conseil organise le référendum.

c) Ceci n'est pas énoncé clairement mais découle des exemples dont certains se sont glorifiés, organiser les équipes de matraqueurs contre les travailleurs qui se rebelleraient contre la direction patronale.

Dans cette réunion, les gueules antipathiques des auditeurs n'étaient pas là des figures d'ouvriers trompés qui font fausse route. Il s'agissait bien des équipes de briseurs de grèves grassement payés.

Les fascistes s'organisent à l'usine. Ils trouvent encore peu d'écho, bien qu'ils citent des chiffres très douteux. Mais leur démagogie dangereuse fera grossir les rangs fascistes dès que la politique misérable de la C.G.T. et des partis ouvriers sera comprise de la grande masse des travailleurs.

Aux ouvriers les plus conscients de lutter contre ces misérables, de défendre avec énergie la démocratie ouvrière contre la politique désagréable des bonzes syndicaux et de faire vivre le mot d'ordre des Soviets d'usines dirigés par les seuls travailleurs de l'usine et pour leurs intérêts propres à l'exclusion de tout ennemi de classe et de ceux qui travaillent pour lui.

Un demi-siècle de trahisons

Le parti radical ne peut qu'être farouchement colonisateur :

Jules Ferry, héros radical de l'Ecole laïque, a présidé à la conquête de l'Indochine.

Paul Bert a représenté dans ces mêmes régions l'impérialisme français.

Albert Sarraut fut vice-roi de l'Indochine.

Sarrail, le général « républicain », haut-commissaire en Syrie, noie dans le sang la révolte des paysans syriens.

Steg fut gouverneur général de l'Algérie.

Painlevé, appuyé par la totalité des radicaux, a conduit la guerre du Maroc.

FUSILLERS D'OUVRIERS

La tradition radicale comporte la répression violente des mouvements ouvriers et paysans, l'organisation méthodique de la corruption parmi les organisations, du mouchardage, de la pression, du népotisme.

Quelques faits relevés entre mille illustrant tragiquement le rôle des radicaux au cours de l'histoire contemporaine :

1^{er} mai 1891 : Fusillades de Fourmies.

1905 : Fusillades de Draveil (Clémenceau).

8 octobre 1910 : Grève des Cheminots.

7 juillet 1913 : Rétablissement du service de trois ans.

De 1914 à 1918, c'est la guerre, pour la direction de laquelle les radicaux lutteront entre eux jusqu'à ce que le féroce vieillard Clémenceau impose sa volonté. Offensives sanglantes de Champagne et du Chemin des Dames pour les besoins du communisme. Les cours martiales, les mutineries, les décimations...

Les radicaux, pendant et après la guerre, dénoncent contre les prolétaires en grève leur répression policière.

1924 : Bon nombre de radicaux sont intégrés dans la Chambre bleu-horizon du bloc National.

1932 : Herriot et le Bloc des gauches, le prétendu écrasement sur le Mur d'argent qui n'est en réalité, que la victoire d'un groupe financier sur un autre.

Sur le plan parlementaire et démocratique bonapartiste où S.F.I.O. et staliniens se sont placés, les « trahisons » radicales ne se comptent plus.

Depuis le Front populaire, les trahisons radicales se sont multipliées :

1934 : Le fascisme est quasi triomphant ; Daladier « le fusilleur » abandonne le pouvoir. Qui lui succède pour tenter de parachèver la victoire fasciste ? Doumergue, ex-radical.

... Aux côtés de Doumergue, Albert Sarraut, radical.

1935 : ... Et voici Laval, renégat du mouvement ouvrier et comte du pape. A ses côtés : Herriot, député radical.

1936 : Yvon Delbos, député radical, impose la non-intervention en Espagne.

1937 : Un ministre des Finances donne à Blum un croc-en-jambes qui doit le faire trébucher. Qui ? Marcel Régnier, sénateur radical.

1938 : Camille Chautemps, sénateur radical, trahit son « Front populaire », succède à Blum, prélude par son attitude à la dislocation définitive du F.P. et à l'instauration d'un gouvernement à poigne.

1938 (suite) : Daladier est au pouvoir, pour l'évacuation des usines, l'accroissement des charges fiscales, la préparation intensive à la guerre, l'instauration d'un véritable Directoire qui doit préluder à un gouvernement dit : de Salut public.

Daladier est président du parti radical ! Tel est le parti, telle est la classe sociale sous l'hégémonie desquels S.F.I.O., staliniens et directions cégétistes ont placé des millions d'ouvriers et de paysans qui leur faisaient confiance pour le pain, la paix et la liberté.

Et qui en reçoivent guerre, misère et fascisme.

Communiqués des grévistes

PENDANT la grève, nous publierons à cette place les communiqués que nous adressent les grévistes. En l'absence de démocratie ouvrière, cette page doit être un « Bulletin d'information » entre les boîtes. Grévistes, les métallos communistes internationaux vous demandent d'y correspondre. Et diffusez notre page, affichez-la, demandez-nous des exemplaires pour votre boîte.

Au moment de composer cette page, nous prenons connaissance de la sentence Jacomet pour l'aviation. Les 40 heures sont supprimées. Le Syndicat des Métaux capitule, accepte les 45 heures et appelle les métallos de l'aviation à capituler eux aussi. Cela ne doit pas être. **ON NE TOUCHERA PAS AUX 40 HEURES ! A BAS LES 45 HEURES !**

CHEZ BLOCH (Courbevoie)

Mercredi midi.

A 11 heures, réunion dans l'usine sur la sentence Jacomet, après que se soit tenu pendant la matinée un bal calculé à bon escient par les responsables staliniens.

Le secrétaire de la section syndicale, stalinien 100 %, se prononça pour l'acceptation, parlant de victoire et de brèche introduite dans l'organisation patronale. Il propose la reprise du travail pour l'après-midi.

Accueil peu enthousiaste. Il y a ceux qui applaudissent comme toujours et il y a ceux qui se rendent compte que ça ne va pas.

Au moment où le président veut mettre la proposition aux voix, un camarade demande la parole. Il montre que cette augmentation de 15 sous est une duperie, car elle n'est là que pour faire passer les 45 heures. Un autre camarade indiqua qu'ayant assisté à une réunion de chômeurs quelques jours auparavant, il avait constaté un grand mécontentement de ceux-ci envers les ouvriers au travail qui les abandonnaient ; ce mécontentement, ajoute-t-il, ne ferait que croître par l'acceptation des 45 heures. Un troisième camarade montra que l'on abandonnait les conquêtes de juin (standard de vie et semaine de 40 heures), il proposa une résolution rejetant l'arbitrage Jacomet destiné à mettre le trouble parmi les métallos de l'industrie privée en les plaçant devant la rentrée des métallos de l'industrie nationalisée, et demandant de poursuivre et d'étendre la grève en grève générale.

Le secrétaire de la section répondit avec cynisme, ajoutant que si certaines dispositions n'étaient pas appliquées, on les imposerait par la force des ouvriers.

Au vote, pour ou contre la continuation de la grève, un petit nombre de travailleurs se prononça pour poursuivre la grève. Mais beaucoup plus commencent à comprendre la trahison, ils le manifestèrent par leurs applaudissements des interventions oppositionnelles.

Quelques camarades de boîtes voisines venus pour demander la solidarité, le soutien, ont été édifiés sur la politique de la direction syndicale.

CHEZ CITROEN (Javel)

Le 12 avril, à 16 h. 30, à Javel, communiqué de grève quotidien pour les usines de Javel, Gutenberg, Saint-Charles, Félix-Faure.

Le délégué principal Beaumont monte à la tribune à 16 h. 30, salué par une classique « Internationale ». Devant 3.000 camarades environ, il fait un rapide compte-rendu de la situation dans la métallurgie.

Pour montrer la mauvaise foi de la direction Citroën-Michelin, le délégué principal rappelle que c'est elle qui, à Clermont-Ferrand, finançait les armements des cagouleurs. En juin 1936, la direction avait promis qu'à l'avenir aucune sanction n'interviendrait contre les ouvriers pour faits de propagande politique ou syndicale, et que les fameuses fiches rouges seraient détruites. Or, le Comité de grève vient d'avoir la preuve que celles-ci existent toujours. En fouillant dans les tiroirs, les camarades en ont découvert une quantité.

Beaumont lit quelques-unes de ces fiches :

Un tel... communiste ; un tel... communiste ; un tel... espion (!) ; un tel... a attaqué aux prud'hommes ; un tel... a fait la grève de 33, etc., etc....

En terminant, Beaumont met les camarades en garde contre les mensonges de la presse et de la radio, qui, hier soir, avaient annoncé que le travail reprendrait ce matin aux usines Renault.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

A CITROEN - EPINETTES

Depuis le samedi 2 avril jusqu'au mardi 12, nous n'avions pas eu une assemblée générale sérieuse pour discuter la situation. Mardi 12, nous avons eu Beaumont, secrétaire inter-usines, qui nous a entretenus de la situation générale.

On a parlé de tout et de rien, plutôt vaguement, mais un point important, c'est qu'on prépare les ouvriers à un referendum. Beaumont est persuadé que s'il y avait un référendum, les copains auraient le courage de ne pas accepter les propositions patronales. Et il nous parle aussi de la chute de Blum dont on aurait pensé qu'il aurait pu prendre une décision énergique.

Beaumont ajoute : les ouvriers de Citroën ne sont plus seuls dans la lutte, il n'y aurait rien d'étonnant qu'une solution arrive cette semaine. Vous avez pu remarquer que pour la première fois, la C.A. de la C.G.T. est solidaire des grévistes et Beaumont demande un vote de confiance. T... demande la parole.

R. — Dépêche-toi, car nous devons aller à Clichy.

T... — Je voudrais m'expliquer sur les contradictions des mots d'ordre syndicaux.

J'ai défendu jusqu'à ce jour la grève générale et il faut prendre position. Le Conseil Central des Métaux dit d'être très conciliants avec les patrons, ce qui donne une arme de plus pour briser la grève. Qui a raison : Renault part en grève et demande 0 fr. 75 pendant que nous demandons 1 franc. C'est une contradiction, de même que lorsque Berthelot avait promis la généralisation du mouvement pour le 25 mars.

Beaumont désavoue alors publiquement un autre permanent.

Il ajoute : Nous avons préparé le mouvement avant la chute de Chautemps. Je pense que ce que nous n'avions pas avec Chautemps, nous l'aurions avec Blum (Cette préparation, nous, les ouvriers, nous ne l'avons pas vue).

T... — Quelle sera votre position en face de Daladier ?

R. — Cela, je n'en sais rien (il attend les décisions d'en haut pour avoir une position).

Aucune réponse sur la défense nationale, ni sur ma mise en garde sur le problème démocratie ou fascisme.

B... fait le reproche que combattre la motion du Conseil Central des Métaux, c'est antidémocratique. Nouvelle trouvaille d'un Béni-Oui-Oui.



CHEZ RENAULT

Occupation générale depuis lundi 16 heures. Les bureaux ne font pas grève.

Il serait vain de cacher que l'on ne retrouve pas l'enthousiasme de juin 1936. Pourquoi ?

D'abord, parce qu'on a freiné la combativité des ouvriers pendant 15 jours. Quand Citroën a débrayé, on nous a dit : faites face à la « bête trotskyste » qui veut provoquer la grève générale, et aujourd'hui : en route pour la grève. Nous voulons lutter, mais ne pas être manœuvrés comme des pantins. Si l'on était sortis il y a quinze jours, la grève aurait eu une tout autre allure pour les camarades de chez Citroën.

Chez Renault, la démocratie ouvrière n'a jamais beaucoup existé. Vous avez dit dans « la Commune » comment se font les votes massifs au square Henri-Barbusse. Il y a aussi des assemblées de responsables. On va ainsi de l'équipe au secteur. Puis le secteur va jusqu'à une direction centrale. Le triage est ainsi soigneusement opéré ; on peut passer une fois, à la rigueur deux fois jusqu'au secteur, mais au troisième degré, il n'y a que les staliniens.

Si l'enthousiasme ne déborde pas, il ne faut pas

croire que c'est parce que la combativité fait défaut. Ce qui manque, ce sont des objectifs qui ouvrent les yeux aux travailleurs, qui donnent de l'ardeur.

Par exemple, il ne faudrait pas se borner à mener la lutte sur des revendications particulières, l'augmentation de 0 fr. 75 par exemple, quand chez Citroën on demande 1 franc. Il faut la grève générale sur un programme qui fera que les revendications emportées ne soient pas reprises après la grève.

Dans un secteur, on a demandé la grève générale pour le plan de la C.G.T., pour les réformes de structure. C'est un progrès par rapport à la lutte actuelle, mais ça n'est guère fameux. Renault a débrayé, il faut la grève générale pour chasser Daladier, pour imposer le contrôle ouvrier.

ELECTROLUX (Courbevoie)

Occupation unanime depuis lundi. A l'entrée de l'usine, un petit drapeau rouge, mais on n'en voit pas ailleurs sur les grandes boîtes occupées. Le patronat d'Electrolux provoquait les travailleurs depuis un bon bout de temps. Il devra capituler.



CHEZ BERNARD-MOTEURS (Rueil)

La grève a été déclenchée lundi à 16 h. 30, après un vote secret. Près de 300 voix pour, contre 125. La combativité des gars est grande, mais le manque d'objectifs précis et la carence syndicale déroutent.

C'est ainsi que les techniciens réunis avec les employés et la maîtrise ayant voté en majorité contre la grève, nous assistons au fait que tout le personnel, techniciens, bureaucrates et maîtrise, travaille, que les chefs, directeurs et même les patrons (à peu près tous P.S.F.), vont et viennent dans l'usine à la barbe des ouvriers, sans que personne n'ose rien leur dire.

A la réunion de tous les ouvriers, mardi, les techniciens cégétistes vinrent expliquer leurs positions, soutenues par le Comité de grève, à savoir : 1° qu'ils ne pouvaient pas enfreindre les décisions de la majorité (majorité P.S.F.), que c'était porter atteinte à la liberté du travail et qu'enfin ils feraient preuve de solidarité en versant chacun 10 francs par jour à la caisse de secours.

Malgré l'intervention de plusieurs camarades (dont des femmes), démontrant que la seule solidarité possible, c'était la grève, leurs positions furent adoptées à une très faible majorité. Il est regrettable de voir que certains camarades S.F. I.O. Pivertistes sont de cette majorité.

AUX POMPES GUINARD (Suresnes)

La situation dans cette tôle est à peu près la même qu'ailleurs. Les ouvriers font grève, les techniciens pas.

CHEZ LATIL (Suresnes)

Dans cette boîte, il y a eu des incidents un peu sérieux entre travailleurs. Voici comment les choses se sont produites. Les staliniens avaient déclenché la grève sans qu'il y ait de décision de la C.E. syndicale. Cela marcha avec l'équipe au travail. Mais à la relève, dans l'équipe montante, il y avait des socialistes, tendance Barthélemy, c'est-à-dire d'un antistalinisme semblable à celui des doriotistes, et ils se refusèrent à la grève.

Ainsi se produisirent des bagarres. Puis la C.E. syndicale se réunit et décida la grève qui depuis fut effective.

Cependant, à la porte, il se produit de nombreuses discussions, très violentes. Va dans ta cellule, disent les uns. Il faut être solidaires, disent les autres. Le manque de démocratie ouvrière profite toujours aux éléments les plus réactionnaires.

A LA S.I.M.C.A. (Nanterre)

Depuis la défaite de la grève de l'an dernier, il y avait à la S.I.M.C.A. un fort noyau fasciste. Il s'est manifesté violemment pendant la grève, il a tenté différentes manœuvres pour faire sortir de l'usine les grévistes. Jusqu'à présent il n'est parvenu à rien. Les travailleurs veillent avec vigilance.